

I'Humanité rouge

*Proletaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !*

1,50F

Adresse : B.P. 293
75866 Paris Cedex 18
C.C.P. 30 226 72 - La Source

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES
MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

N° 373

vendredi 21 novembre 1975

PORTUGAL: SOUS LA PRESSION DES FORCES PRO-SOVIETIQUES

LE 6^e GOUVERNEMENT CESSE SES ACTIVITES

OU VA LE PORTUGAL ?

A cinq heures du matin, jeudi, on apprenait la décision du VI^e gouvernement portugais, à la suite d'un Conseil des ministres extraordinaire, de suspendre ses activités « jusqu'à ce qu'on lui garantisse les conditions indispensables » pour gouverner.

Il y a bientôt un mois, dans un éditorial, nous disions que dans les semaines à venir « le Portugal pourrait reprendre toute sa place à la UNE des journaux ». Voilà qui aujourd'hui est fait.

L'équilibre relatif entre les différentes forces en présence qui s'affrontaient à l'intérieur et autour du dernier gouvernement portugais est rompu et s'il devait reprendre ses activités, c'est inévitablement sur la base d'un nouveau rapport de force qui s'établira en fonction des événements de ces jours prochains.

Comment le VI^e gouvernement en est-il arrivé à une telle mesure comportant le risque d'attiser encore de façon plus vive demain les rivalités entre les forces pro-soviétiques et pro-américaines pour le contrôle de ce pays dont l'importance stratégique est aujourd'hui connue de tous ?

Ce gouvernement s'était constitué à la fin de l'été dernier sur la base de l'échec du gouvernement précédent dirigé par le pro-soviétique Gonçalves et de la montée d'un courant regroupant de larges masses populaires portugaises jusqu'à certaines couches de la bourgeoisie favorables à l'indépendance du pays

(Suite page 8)

FRANCO MORT ! MORT AU FASCISME !

L'heureuse nouvelle est parvenue ce jeudi matin. La joie sera aujourd'hui dans le cœur de millions d'hommes de par le monde et avant tout dans cette Espagne dont le peuple a été opprimé par l'un des régimes les plus barbares de l'histoire, dont des milliers des meilleurs fils ont été assassinés par le bourreau aujourd'hui disparu. On cherchera sans doute à nous faire croire en sa « tristesse » mais sachons que ce sera en réalité de la joie. Gardes civils et policiers doivent être en alerte par crainte que cette joie n'éclate.

Avec Franco disparaît le dernier allié d'Hitler. Mis au pouvoir par Hitler et Mussolini, assassin de plus d'un million d'hommes, de femmes, d'enfants, Franco a tenté d'étouffer l'Espagne populaire. Mais jamais les peuples d'Espagne, malgré la terreur la plus sanglante, n'ont cessé leur combat. En ce moment même, leur lutte révolutionnaire atteint une ampleur nouvelle ; grèves, manifestations, actions armées se sont succédées au cours de ces derniers mois. C'est pour cela que le mort avait proclamé l'état d'exception et fait assassiner cinq combattants du FRAP et de l'ETA.

(suite page 8)



L'ACCEPTATION DES LICENCIEMENTS : une ligne générale pour les dirigeants du PCF

La ligne politique du PCF dans la CGT est le marchandage des licenciements sous quelque forme que ce soit, ceci afin de préserver le capital qui d'ailleurs est leur principale préoccupation, et qui est l'essence même du révisionnisme moderne.

L'article 11 des accords d'entreprise signés par syndicats et patronat souligne le rôle consultatif du Comité d'établissement : «Que la direction doit lui donner, dans un document écrit, les indications utiles concernant l'importance des licenciements envisagés».

L'article 12 qui va dans le même sens, décide d'un commun accord à quelle sauce seront licenciés les travailleurs.

C'est ce qui vient de se passer effectivement à l'entreprise Chauvin d'Ivry-sur-Seine où des délégués CGT (responsables PCF dans l'entreprise) viennent de voter le licenciement de deux délégués CFDT acceptant ainsi le licenciement de 14 autres travailleurs, en parfait accord avec la direction en cherchant par tous les moyens à démanteler les organisations syndicales combattives de lutte de classe. Ils veulent un syndicat dévoué à la bourgeoisie, un syndicat de collaboration de classes.

Cela se remarque également sous d'autres formes, tel aux Batignolles-Nantes où les dirigeants CGT ont suivi les propositions de la direction : reclassement dans d'autres usines, et ils abondent dans le même sens en disant aux travailleurs : «Acceptez, vous serez toujours casés !»

Autrement dit, acceptez de vous faire licencier (comme chez Larousse). Chez Grandin, où 150 travailleurs sont repris et où 350 restent à la rue, pour le PCF, ces licenciements sont moins que ceux prévus.

Voilà ce que les traîtres, responsables PCF, dirigeants dans la CGT, appellent une victoire.

Qu'est-ce d'autre, sinon un accord de licenciements avec la direction, consistant à dire que «350 licenciements valent mieux que 500».

C'est bien la même ligne politique qu'ils ont défendu à Lip, Renault, Néogravure, Hollenstein, etc.

Voter le licenciement, tel fut le cas à Chauvin : les dirigeants CGT trahissent la confiance des travailleurs, alors que le rôle même du délégué c'est la défense des travailleurs et non la collaboration avec le patron.

Pour faire échec aux licenciements, tous les travailleurs doivent déjouer les manœuvres et la démagogie du PCF dans la CGT, en exigeant la garantie de l'emploi pour tous et aucun licenciement, ce doit être là l'objectif de tous les travailleurs.

Ceux qui prétendent s'opposer à la crise, lutter contre les licenciements, et défendre les travailleurs font actuellement l'inverse en acceptant les licenciements et en collaborant ouvertement avec le patronat.

Leur ligne politique de défense du système capitaliste les amène à gérer la crise et donc à s'opposer à la classe ouvrière.

MONTROUGE VICTOIRE CONTRE LA RÉPRESSION

Dans l'imprimerie, l'entreprise Draeger à Montrouge est bien connue pour la répression, les divisions et les brimades qui s'y pratiquent. Plus qu'ailleurs les travailleurs sont étroitement contrôlés, espionnés en permanence par toute une armée de petits chefs, tandis que la direction recourt au paternalisme le plus révoltant pour tenter de maintenir la «paix sociale». Mais là comme ailleurs, il n'y a pas d'oppression sans qu'un jour éclate la révolte. C'est ainsi que ces derniers temps, plusieurs luttes se sont développées à Draeger contre la répression et le blocage des salaires. Plus récemment, contre un cas flagrant de répression antisyndicale, une nouvelle lutte s'est engagée.

Le 4 novembre, à la suite du licenciement d'un de leurs délégués, les ouvriers des rotatives-hélios ont commencé à débayer, tout le secteur offset leur a aussitôt emboîté le pas. Mais la colère des ouvriers était telle que spontanément à l'exigence de la réintégration du délégué s'est ajoutée une autre revendication : la mise à l'écart du chef de service, détesté de tous.

En quelques heures, l'entreprise était totalement paralysée par la grève. En assemblée générale, à la cantine, les travailleurs décidaient de ne pas reprendre le travail tant que satisfaction ne serait pas obtenue sur le cahier de revendications. Affolement de la maîtrise et de la direction. Le PDG rentre précipitamment d'un séminaire d'affaires.

Le lendemain, l'assemblée générale repousse quelques brouilles que proposait le patron. Et dans l'après-midi, les travailleurs obtiennent : 35 centimes pour tous, prime de nuit de 10 F, une paire de bleus à chacun, réintégration du délégué sur sa machine. En outre la direction désavoue publiquement le chef incriminé et promet aux travailleurs que leur salaire de base passera de 1 500 à 1 650 F au 1er janvier prochain.

A Chauvin-Ivry: LES DELEGUES CGT VOTENT AVEC LE PATRON LE LICENCIEMENT DE DEUX DELEGUES CFDT

Il est des faits concrets et objectifs qui démontrent d'une manière irréfutable la trahison de certaines personnes : les délégués CGT de l'entreprise Chauvin d'Ivry, ces délégués dont certains ont 20 ans d'ancienneté dans l'usine, membres «actifs» du faux parti communiste français, intimement liés à la municipalité d'Ivry votent au Comité d'entreprise pour le licenciement de délégués CFDT ; avec ces délégués c'est quatorze personnes qui sont en passe d'être licenciées pour raison économique.

Le directeur de l'entreprise, venu devant l'inspecteur du travail soutenir son projet de licenciement déclare : «Si les délégués CGT ont voté pour les licenciements c'est parce qu'ils sont conscients de la situation et ont constaté que l'entreprise était au bord de la catastrophe.»

Les alliés naturels contre la lutte des travailleurs se soutiennent mutuellement voilà ce qui est clair et que personne ne pourra contredire.

Gareau, le patron de cette entreprise employant 150 salariés, fabriquant du mobilier métallique juge son entreprise

peu «rentable», il licencie ; en mars 75 et juillet 75, c'est deux chariots de 9 travailleurs qui sont mis à la porte ; octobre 75, le patron projette de licencier cette fois-ci 16 personnes.

La section CFDT, nouvellement renforcée de jeunes délégués déploie toute son énergie avec les ouvriers combattifs, pour contrer les mesures de licenciements : le patron sait où il faut frapper lorsqu'il se sent en danger. Il cherche à diviser les Français et les immigrés entre eux, s'appuie sur la collaboration des délégués CGT, pour mieux isoler la section CFDT. C'est à une véritable chasse aux sorcières que le patron s'emploie : les délégués sont pourchassés pendant les heures de délégation, insultés, les heures de délégation non payées, etc. De plus, son but est d'éliminer complètement cette section : deux délégués ont déjà été licenciés, deux autres se trouvent être encore dans le dernier projet de licenciements.

Les délégués CGT, eux, sont tranquilles : c'est la récompense qu'ils reçoivent de ce

patron sans scrupules, qu'ils soutiennent maintenant d'une manière active.

Quel plaisir ils auraient à voir décapitée cette section CFDT lorsqu'on sait que, déjà complètement discrédités parmi les travailleurs, ils ont obtenu un siège de justesse contre trois à la CFDT aux dernières élections de délégués du personnel.

Étant encore majoritaires au Comité d'entreprise, ils ont peur de perdre leurs sièges car serait dévoilé le bilan financier du CE que réclament depuis deux ans les travailleurs et qui n'a pas été fait.

De plus la municipalité d'Ivry n'aurait-elle pas intérêt aussi à ce qu'il n'y ait aucune lutte afin d'activer la liquidation de l'entreprise ? En effet, bien placé dans la localité, l'acquisition de ce terrain pourrait lui permettre de faire de gros sous en construisant des immeubles.

Voilà les basses magouilles et les basses réflexions auxquelles se sont livrés, sur le dos des travailleurs, ces délégués de la CGT, membres du PCF.

(suite page 8)



Un militant syndicaliste nous écrit

ACTION OU NEGOCIATION ?

Lecteur attentif — et fidèle — de l'« Humanité rouge », moi-même délégué du personnel, et à ce titre, ayant eu à me battre contre une « charrette » de licenciements dans ma boîte, je suis bien sûr particulièrement intéressé par la « France des luttes » (surtout lorsque les camarades qui racontent leur lutte prennent soin de la « situer » : conditions de travail, rapport des forces, etc.). Ce qui me frappe souvent dans ces articles, et c'est ce qui tranche avec ce qui est dit dans une certaine presse syndicale, ou ce qui est trop souvent mis en avant dans les journées dites « nationales d'action », c'est le contenu combatif, l'aspect principal donné à l'action : le mot « négociation » n'apparaît presque jamais.

Je souhaiterais, si c'est possible, que vous ouvriez, que nous ouvrons un large débat

sur cette question. Car elle est présente pratiquement tous les jours dans notre travail de militants syndicalistes. Avant, pendant et après. Un délégué du personnel qui veut faire correctement son boulot doit s'assurer, avant de se rendre à la fameuse réunion mensuelle avec la direction, que les revendications qu'il avancera correspondent bien aux demandes du personnel. Ce faisant, il devra souvent combattre chez ses camarades de travail l'image trompeuse du délégué-tampon entre eux et la direction. Mais surtout il répètera qu'il ne peut rien faire s'il n'a pas derrière lui le personnel, décidé à agir si satisfaction n'est pas donnée. La négociation devra être appuyée par l'action.

Pendant l'action : trop de luttes ont été détournées de leurs objectifs premiers par

certains qui parlent trop tôt de la « nécessaire » négociation, tellement nécessaire à leurs yeux qu'elle devient le seul mot d'ordre de l'action. Et mot d'ordre de CAPITULATION : car si le rapport de force est favorable aux travailleurs, n'est-ce pas à la direction de prendre l'initiative de l'ouverture des négociations ? Une parenthèse : combien d'« unités d'action », pourtant bâties à la base, sur des objectifs définis démocratiquement, échouent « autour du tapis vert » : ceux que vous appelez « révisionnistes » (je commence à savoir pourquoi ça veut dire « renégats ») sont souvent des artistes en la matière. D'où l'importance de définir soigneusement, avant et pendant, ce sur quoi on peut discuter et ce qui constitue le minimum, sans l'obtention duquel l'action devra continuer.

Un exemple de cette négociation-capitulation. Une boîte quelconque de moyenne importance. Une charrette de 200 licenciements annoncés par la direction. Débrayages. Un syndicat qui réclame des négociations. Elles durent plus d'un mois — sans débrayages, dans le seul face-à-face direction-délégués, auxquels s'adjoint l'inspection du Travail. Résultat en fin de cause : 130 licenciés au lieu de 200. Tout le monde crie victoire, du moins chez les « négociateurs » : la direction qui a fait preuve de bon vouloir, l'inspection qui a discuté et fait de beaux rapports, les responsables syndicaux qui ont réduit le nombre des sacrifiés. Mais où, justement, se retrouvent ces derniers ? Au chômage. Or ce n'est pas un cas isolé : rappelons-nous récemment, Renault, Néogravure, Grandin et relisons les déclarations triomphantes !

La question reste ouverte APRES. D'abord qui doit accepter les conclusions de la négociation ? Bien sûr, dans le respect d'une véritable démocratie prolétarienne, l'ensemble des travailleurs. Mais attention : un certain nombre de ces derniers, de ceux qui s'estimeront à l'abri, sont tentés de capituler, au nom du « moindre mal » : de l'utilité qu'il y ait des objectifs qu'on ne négocie pas, qu'on impose, dont le principal est bien le refus de tout licenciement...

Je m'excuse d'avoir été long, mais je voudrais terminer en disant que ce qui me paraît essentiel, c'est bien en quels termes de position de classe se posent les revendications, donc l'action pour les soutenir — et la négociation pour les faire aboutir.

Un délégué du personnel CFDT.
(ex-CGT)

Lyon :

A PARIS-RHONE, LA LUTTE SE DURCIT

Au cours de la conférence de presse — à laquelle l'Humanité rouge était présente — organisée lundi 17 novembre à 16 heures par les travailleurs en grève illimitée (depuis le 12 novembre) dans leur usine occupée, les faits suivants ont été rapportés :

1) Le patron est fou de rage et s'efforce de briser la grève par la violence :

- intervention samedi, durant 20 minutes, de la direction qui termine par ces mots : « Fais la grève, crève ».
- agressions : 2 femmes (dont une enceinte) ont été renversées, un ouvrier molesté. Plainte a été déposée.
- pressions sur les travailleurs turcs et yougoslaves : un car était prévu pour les « ramasser » ce matin à 5 heures. Mais devant leur colère, le cadre chargé de cette besogne a finalement renoncé.

- traduction en référé de 5 délégués (4 sur Mermoz, un sur l'usine de Villeurbanne) pour « entrave à la liberté du travail » et atteinte à la propriété privée.

2) Les travailleurs réagissent et s'organisent :

- Comme le patron prétend ne pas reconnaître leurs délégués, de nombreux ETDA, employés et techniciens, ont rejoint la grève en faisant leur la revendication : 250 F par mois pour tous.

- L'usine de Villeurbanne est à son tour occupée depuis lundi.

- Un comité central de grève, pour les usines Mermoz et Villeurbanne, est mis en place. Des contacts ont été pris avec l'usine de Bourgoin.

Sur les portes de l'usine, des tracts dans toutes les langues des travailleurs et des banderoles faites par eux sont apparus. C'est la première fois depuis 20 ans, nous a-t-on dit, qu'un tel enthousiasme ne s'était vu.

- Des contacts avec les paysans-travailleurs ont été établis en vue de l'alimentation des grévistes.
- Un comité de soutien se met en place en vue de populariser la grève : des tracts ont déjà été distribués sur les marchés et sont bien accueillis.

Face à la rage de la direction, les travailleurs maintiennent fermement leurs revendications : 250 F d'augmentation pour tous, et paiement des journées de grève.

Correspondant H.R.

P.S. Le 18 novembre : plusieurs centaines de travailleurs de Paris-Rhône étaient présents au Palais de Justice, à l'audience des référés. Des délégations d'autres entreprises y étaient également. A l'issue de l'audience ils ont manifesté en ville.

Dans l'Orne on sonne le tocsin pour mobiliser la population

contre l'expulsion d'un paysan

Dans la région, depuis un an, c'est la quatrième affaire foncière en cours. A l'origine de la lutte : un petit paysan à la recherche d'une ferme viable ; il en trouve une de 18 hectares sur laquelle la SAFER préempte* pour lui.

Mais cette décision ne plaît pas à tout le monde, notamment au fils d'un marchand de bestiaux qui fait appel en jugement pour avoir le droit de préemption. C'est évidemment à ce dernier que le tribunal donne raison. Et le petit paysan, installé depuis 2 ans, est donc condamné à quitter les lieux.

Plusieurs assemblées générales de paysans et fermiers se réunissent, et décident d'engager la lutte pour maintenir le petit paysan sur sa terre.

La seule issue pour le notable local est d'engager une série d'actions provocatrices comme l'installation d'une caravane sur la ferme avec l'aide d'une cinquantaine de pay-

sans manipulés par les gros paysans riches de la direction locale de la F.F.A. (Fédération française de l'agriculture), l'essai de débarquer un camion de bestiaux...

La mobilisation des petits paysans travailleurs de la commune et des environs se fait immédiatement au son du tocsin et oblige sur-le-champ les indésirables à plier bagages. Le président de la FNSEA qui s'était déplacé n'a pas convaincu grand monde lorsqu'il a propagé l'idée que le fermier serait obligé de partir s'il perdait son prochain jugement. Et de nombreux paysans ont répondu : « Nous reviendrons s'il le faut, même après le jugement ». Une assemblée générale de tous les paysans combattifs du bocage devrait avoir lieu prochainement.

Correspondant H.R.

* Droit de préemption : droit pour le fermier d'acquiescer en priorité.

PTT AUSTERLITZ A PROPOS DES SANCTIONS

Lundi soir les sanctions (rapports) infligées à 4 postiers ne sont pas levées. Au cours des actions de mardi le pourcentage de grévistes est faible. Le soir, les sanctions sont transformées en PV collectif. Les directions syndicales crient victoire et appellent à reprendre le travail.

Un fort pourcentage des gars pensent que ce n'est pas une victoire, car l'administration maintient les sanctions, même si la forme a changé.

L'échec de la grève de l'an passé pèse lourd, et pour relancer la mobilisation contre la répression (liée à la restructuration) il faut se donner les moyens de vaincre. Quant au chef révisionniste, en AG il a déclaré : « On ne va quand même pas débrayer à chaque sanction » ! Ce qui ne fut guère apprécié, bien que la grève soit stoppée, suite au vote (80 pour la poursuite active de la grève et 90 contre). Cette faible majorité est un avertissement aux briseurs de grève.

Correspondant H.R.

LA CRISE POLITIQUE DU PCF 2

Il y a un an...

L'UNION TOUS AZIMUTS

Après lecture des documents préparatoires au XXII^e congrès du PCF, la première remarque qui peut être faite est qu'ils ne règlent aucun des problèmes auxquels se trouve confronté le révisionnisme en France aujourd'hui.

Voyons donc d'abord quels sont ces problèmes. Et pour cela effectuons un retour en arrière, jusqu'au XXI^e congrès du PCF tenu à la fin de 1974. Ce congrès, on s'en souvient, avait été convoqué de façon «extraordinaire». Il fallait bien qu'il y ait de solides raisons à cette convocation.

LES RAISONS D'UN CONGRES EXTRAORDINAIRE

Au lendemain des élections présidentielles de mai 1974, à l'occasion desquelles Mitterrand avait obtenu 49 % des voix, Marchais voyait déjà l'heure arrivée d'un gouvernement avec ministres du PCF. Il s'en fallait de 2 % ! Il fallait donc faire adopter au PCF une orientation allant encore plus loin que celle qui avait amené à ce résultat, et en faire un «parti de gouvernement» à part entière.

La politique définie par le Comité central du PCF avait abouti à faire de Mitterrand le chef de file de «l'Union de la gauche» et du PS le parti dirigeant de cette union. On se souvient qu'avant même que Mitterrand ait fait connaître son intention d'être candidat, le Comité central du PCF avait fait appel à lui pour qu'il soit le candidat commun ; on se rappelle encore que Mitterrand avait posé comme condition de pouvoir définir seul le programme de sa campagne électorale ; on se souvient également que Marchais avait déclaré accepter que le PCF n'occupe que des ministères secondaires dans un gouvernement avec le PS. Telle était la politique qui s'était soldée par les fameux 49 %.

LA RÉVOLUTION ? NON.

Après les élections, Marchais voulait aller plus loin que «l'Union de la gauche», il fallait réaliser «l'union du peuple de France». C'en était fini de la référence au «socialisme», il fallait au contraire bien montrer qu'il n'était question que de réaliser quelques réformes. Devant le Comité central du PCF en juin 1974, Marchais déclarait :

«Pourquoi des Français et des Françaises n'ont-ils pas rejoint le combat de la gauche alors que la politique que nous préconisons correspond à leurs intérêts en même temps qu'elle s'impose pour sortir notre pays de l'ornière ? C'est parce qu'ils ne discernent pas encore la nécessité, la nature exacte et la portée précise du changement que nous proposons. A nous de les éclairer. Que sera ce changement : la révolution ? Non. Nous proposons simplement à notre peuple une politique nouvelle, la mise en œuvre d'un ensemble cohérent et limité de réformes démocratiques.»

Il définissait encore ainsi ces réformes : «Elles n'ont rien de particulièrement socialiste ou communiste ; ce sont des mesures

de simple démocratie. Elles figuraient d'ailleurs dans le programme du Parti radical voilà trois quarts de siècle !»

LA MAIN TENDUE AUX HOMMES DES MONOPOLES

L'heure était aux alliances avec les individus et les courants politiques ouvertement bourgeois, en vue de partager le pouvoir. Paul Laurent, membre du Bureau politique du PCF, s'exprimait en ces termes : «Jusqu'à présent, le problème à résoudre était celui de l'unité des partis politiques qui ont des finalités socialistes. Aujourd'hui, justement parce que cette unité est réalisée, il nous faut convaincre et on le peut, des Français qui ne proclament pas de telles finalités, mais qui tous aspirent à des changements démocratiques réels. Voilà en somme le changement principal.»

Au nom de «l'intérêt national» était prônée dans tel ou tel endroit l'alliance avec des députés UDR ou Républicains indépendants. A Toulouse, au nom de la défense de l'avion «Concorde», du «patrimoine national», le député-maire giscardien Baudis était invité à défiler en tête d'un cortège le 3 octobre. «L'Humanité» ouvrait ses colonnes aux conseillers généraux UDR Dauzans et Ducop. Dans l'«Humanité», on pouvait lire : «On serait tenté de dire à ceux qui s'interrogent sur ce thème du PCF "union du peuple de France" : regardez ce qui se passe à Toulouse.»

Au Havre, on prônait l'unité avec le député UDR, Georges, au nom cette fois-ci de la défense du «France».

A Marseille, ils organisaient une manifestation avec un député giscardien et un conseiller général UDR, cette fois-ci pour défendre Titan-Coder. D'autres exemples pourraient être cités. C'était là ni plus ni moins qu'une version française de la politique dite de «compromis historique» du parti révisionniste italien. C'était là la politique qu'il était prévu de faire adopter par le XXI^e congrès du PCF. C'est à cette époque que Marchais se déclarait prêt à rendre visite à Giscard d'Estaing.

UN PARTI DE GOUVERNEMENT

Il fallait faire du PCF un parti de gouvernement et pour cela une nouvelle politique d'adhésion était définie. Marchais, à la télévision, donnait cet exemple : «La semaine dernière, dans ma circonscription un homme est venu me voir en me disant : "J'étais gaulliste. Je désire entrer au Parti communiste." Il n'a besoin de rien abjurer.»

Dans «France nouvelle», on mettait en valeur cet autre exemple : «"Tu es fou, tu ne vas pas lui proposer d'adhérer au PC, il a toujours voté à droite !" Mais l'autre passe outre. Bien lui en prend. Celui qui a "toujours voté à droite" signe son bulletin des deux mains. "Ça alors, dit le premier, je n'en reviens pas !" Cette petite scène se passe à Aubenas. Avec quelques variantes, elle s'est souvent répétée ailleurs.»

LE PARTI DE L'ORDRE

Alors que la crise générale du système capitaliste se développait, le PCF était

présenté comme le parti de «l'ordre», de «l'unité nationale», etc. Dans «France Nouvelle» le PCF était décrit comme le représentant des «valeurs de l'électorat conservateur», «l'ordre et la stabilité». Dans «Les cahiers du communisme», on écrivait : «Il s'agit donc, maintenant, de s'adresser à des millions de Français qui jamais jusqu'ici ne se sont reconnus dans les idéaux et les propositions de la gauche, qui ont toujours, jusqu'ici, identifié la défense de leurs intérêts à celle de l'ordre social existant, et se sont reconnus dans son système politique, ses valeurs idéologiques et morales. Il s'agit de les convaincre que seules les réformes proposées par le Programme commun répondent à leurs aspirations présentes.»

Il s'agissait de convaincre la bourgeoisie que la présence du PCF au gouvernement était le seul moyen d'éviter le développement des luttes de classes. Ce que Gaston Defferre reconnaissait crûment lorsqu'il affirmait, lors des élections présidentielles, que la présence du PCF au gouvernement était nécessaire pour éviter les grèves... «La présence des communistes au gouvernement sera pour nous une garantie. Nous éviterons ainsi un certain nombre de difficultés, de troubles sociaux» déclarait-il.

RÉSULTAT : L'ENVOL ELECTORAL DU PS

Mais cette politique devait aboutir à un résultat inattendu, mis en lumière lors d'élections législatives partielles survenues au cours de l'automne 1974 : le PS connaissait un important développement électoral tandis que le PCF reculait. Le rapport de forces au sein de «l'Union de la gauche» s'était modifié, le PS y devenant dominant. C'était le fruit de la politique suivie par le PCF depuis plusieurs années, et avant tout dans la dernière période ; alors qu'en 1969, aux élections présidentielles, Defferre n'avait obtenu qu'un peu plus de 5 % des voix, en 1974 le PS devenait le premier parti sur le plan électoral. Grâce aux dirigeants du PCF, le PS, dont l'action sous la IV^e République avait entraîné le plus grand discrédit parmi les travailleurs, s'était refait une image de «gauche», une image «socialiste». Pour justifier l'union avec lui, les dirigeants du PCF l'avaient présenté comme un parti «ouvrier», «démocratique» etc. cherchant ainsi à effacer plusieurs dizaines d'années d'histoire.

Par ailleurs, le vrai visage du PCF apparaissait de plus en plus clairement à de nombreux travailleurs qui voyaient qu'il ne voulait nullement mettre fin au capitalisme, mais simplement s'installer au gouvernement pour perpétuer le capitalisme.

Cette situation entraîna le développement de contradictions au sein de la direction du PCF. Le nouveau rapport de forces au sein de «l'Union de la gauche» était inacceptable, compte tenu de certaines contradictions d'intérêts existant entre le PS et le PCF.

A suivre...

« DOSSIER ITALIE » (2)

LES ORGANISATIONS
SYNDICALES : LA CGIL

Le Pacte de Rome en juin 1944 fondait une organisation syndicale unitaire : la Confédération générale italienne du Travail (CGIL) qui regroupait les trois courants du mouvement ouvrier italien : communiste, socialiste et chrétien. Unité réalisée au sommet sur la volonté affirmée par les dirigeants d'œuvrer à la libération du pays, à sa reconstruction et à son relèvement économique.

Parallèlement, on assiste à la renaissance d'un mouvement syndical à la base par la reconstruction spontanée des chambres du Travail au niveau local (à peu près l'équivalent des Unions locales chez nous), ceci en pleine période de guerre, alors que les fédérations nationales ne se reconstitueront que plus tard et lentement.

Peu à peu se manifestent les divergences entre les différents courants, qui font écho à la rupture entre les partis politiques. Lors d'une grève générale déclenchée à Rome fin 1947, les démocrates-chrétiens appellent les travailleurs à ne pas suivre le mot d'ordre. Les divergences deviennent plus évidentes lors des élections de 1948, où plusieurs dirigeants de la CGIL se présentent en adversaires, et lors de l'adhésion de l'Italie au plan Marshall. Les scissions sont inévitables. Elles aboutiront en 1950 à l'existence de 3 organisations : CGIL (communistes et socialistes) ; CISL (démocratie-chrétienne) ; UIL (sociaux-démocrates et républicains).

	CGIL	CISL	UIL	Autres
Nord	50 %	35	7	8
Centre	51 %	33	6	10
Sud	45 %	41	5	9

Les secteurs où la CGIL est le plus fortement implantée (tout en étant partout ailleurs, dans l'industrie, majoritaire) sont le bâtiment (70 % des voix), les chemins de fer (72 %), les dockers (75 %), l'habillement (60 %) et les mines (60 %). Par contre, elle ne tourne qu'autour de 45 % dans les métaux — ceci étant dû à sa faible implantation

chez FIAT (entre 20 et 25 %) — alors qu'elle y déclare 470 000 membres (320 000 dans le Nord).

Finalement, revendiquant près de 4 millions d'adhérents, fortement implantée dans l'industrie (7 fédérations), mais comptant aussi un nombre important de salariés agricoles (principalement dans le Sud), la CGIL est la plus puissante. Le poids des divisions politiques se traduit dans la reconnaissance officielle des « courants » à l'intérieur du syndicat, et la répartition des postes de direction jusqu'au 7^e Congrès de 1969 qui condamne cette pratique.

La question de l'autonomie du syndicat par rapport aux partis est abordée sous l'angle de l'incompatibilité entre responsabilités syndicales et politiques : cette dernière figure parmi les conditions de réalisation de l'unité décidée par les trois confédérations en 1971.

Se définissant elle-même comme un « syndicat de classe », la CGIL se défend pourtant d'accorder à la classe ouvrière une place privilégiée, même si celle-ci représente la majorité de ses adhérents. Alors que son « plan de travail » de 1949 était plus orienté vers la contestation que la négociation, le Congrès confédéral de 1973 la déclare, de façon explicite, prête à collaborer « à la croissance de la production et au plein emploi des ressources disponibles » (« Unità » 29.07.73) et propose comme objectifs prioritaires le développement du Midi, la défense de l'emploi, la réalisation des réformes sociales. Nous verrons, à propos des luttes actuelles, de quelle façon, notamment dans la négociation des conventions, la CGIL est restée fidèle à ces conclusions.

Très longtemps hostile à la création de syndicats dans l'entreprise, mais confrontée aux mouvements de 68-69 et à la poussée de la base, soucieuse enfin de coller à la « politique d'ouverture » du PCI, elle accepte l'évolution de ses structures. En 1970, elle ratifie la mise en place des conseils de délégués, tout en mettant ses militants en garde contre les dangers de particularisme ou de corporatisme.

LA PRESSE DE LA CGIL

« Rassegna sindacale » : bi-mensuel, 30 pages, 16 000 exemplaires pour les permanents et les responsables.

« Quaderni di rassegna sindacale » : bi-mensuel, 7 000 exemplaires, 200 pages, un grand thème actuel par cahier.

Grand nombre d'opuscules de propagande. En commun avec les deux autres centrales, d'une agence de presse « Ausi » qui publie une revue de presse quotidienne et un mensuel s'adressant aux trois confédérations : « Il Sindacato ».

Une vingtaine de publications fédérales. Une centaine de publications provinciales (au total : 700 000 exemplaires).

Plus de 600 journaux d'entreprise. Dispose, comme les autres centrales, d'émissions régulières à la radio et à la télévision.

ONU :

LE COMBAT DE L'OLP

Daoud Barakat, observateur de l'OLP à l'ONU, vient d'affirmer que la Résistance palestinienne « poursuivra son but qui est d'obtenir l'expulsion d'Israël des Nations-Unies ». Les résolutions de l'ONU constituent « un grand soutien pour la lutte du peuple palestinien contre le racisme et l'occupation sionistes... L'histoire des USA, est pleine d'exemples d'oppression envers d'autres nations comme le Vietnam, le Cambodge et le Laos et d'appui officiel aux systèmes racistes comme la Rhodésie et l'Afrique du Sud. L'attaque directe contre les Nations-Unies et les autres instances internationales, comme le Bureau international du travail, ne nous empêchera pas de prendre les mesures nécessaires envers les pratiques israéliennes et la politique américaine contre le peuple palestinien. » a-t-il conclu.

OPEP :

SOLIDARITÉ AVEC
LE TIERS MONDE

Les ministres des Finances de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole ont décidé hier d'accorder une aide de un milliard de dollars, pour l'année 76, aux pays du tiers monde, sous forme de crédits sans intérêt et à long terme. Leur décision a été prise à l'unanimité ; tous les pays membres de l'organisation contribueront à ce fonds d'aide aux pays les plus pauvres du tiers monde.

URSS :

UN AFFRONT AU PEUPLE
ALLEMAND

Alors même que Walter Scheel, président de la République fédérale allemande, était reçu en URSS, y exprimant publiquement l'espoir que le peuple allemand retrouve un jour son unité, la télévision soviétique a attaqué grossièrement cette aspiration fondamentale du peuple allemand, affirmant : « Le traité d'amitié entre l'URSS et la RDA, signé à Moscou le 7 octobre 1975, porte un coup décisif aux cercles de la bourgeoisie nationaliste et aux autres forces réactionnaires qui, sous prétexte d'une soi-disant unité de la nation allemande, s'efforcent de compromettre le développement de la RDA en tant qu'État socialiste souverain, et de le séparer de la communauté des pays frères. »

NORVEGE :

PROTESTATION CONTRE
LE SURVOL DU PAYS PAR
DES AVIONS SOVIÉTIQUES

Le ministère norvégien des Affaires étrangères a protesté mardi contre le survol, la veille, du territoire norvégien par trois avions militaires soviétiques.

Un communiqué du ministère, qui souligne qu'une protestation officielle sera effectuée par l'Ambassade de Norvège à Moscou, indique que les trois bombardiers soviétiques du type « Badger » (Tupolev 16) repérés au-dessus du Nord de la Norvège, avaient été interceptés par des « Tarfighters » de l'armée de l'Air norvégienne et avaient quitté l'espace aérien norvégien au bout de cinq minutes.

Au cours des derniers jours, une forte activité aérienne soviétique a été remarquée au-dessus de la région, au Nord-Ouest de la Norvège, où se déroulent des manœuvres navales de l'OTAN « Océan Safari ».

Entretien avec une représentante de la Communauté Juive libanaise

POUR UNE PALESTINE LIBRE ET DEMOCRATIQUE

Le 16 novembre dernier, salle de la Mutualité, se tenait un chaleureux meeting de solidarité à la Palestine. A la tribune, aux côtés du porte-parole de l'OLP, une jeune femme, représentante de la communauté juive libanaise, intervenait pour exprimer son soutien à la Résistance palestinienne et à son seul représentant légitime, l'OLP, et affirmer que leur combat pour une Palestine libre et démocratique était aussi celui des juifs antisionistes.

A l'intention des lecteurs de l'Humanité Rouge, elle a bien voulu nous accorder l'interview que nous reproduisons ci-dessous, ce dont nous la remercions vivement.

Non croyante, tu te présentes comme une porte-parole de la communauté juive libanaise. Peux-tu nous expliquer pourquoi ?

La réponse se situe à deux niveaux. D'abord j'appartiens à un pays, le Liban, qui est divisé en une vingtaine de communautés différentes. Le problème est de travailler au rapprochement de ces communautés pour consolider l'unité nationale du pays. Il est très important de s'adresser aux gens à partir de leur réalité sociale et religieuse. On va vers l'avenir à partir de cette réalité.

Sur le plan international ensuite, le sionisme lance une grande offensive pour crier à l'antisémitisme. A ce niveau aussi il y a des blocages à faire sauter dans la tête des gens. Il est important de combattre le sionisme sur tous les terrains. Et pour cela la seule façon pour les juifs de mener une lutte réellement antisioniste, c'est de lier leur combat à celui de la Résistance palestinienne. C'est ça la pierre de touche.

Peux-tu nous expliquer rapidement comment l'État sioniste est bien un État fondé sur le racisme ?

Pour réaliser la conquête coloniale de la Palestine, le sionisme a dû s'appuyer sur le racisme. Cela lui était absolument essentiel : c'est-à-dire que le racisme n'est pas un trait acquis par la suite par l'État des colons sionistes. Il n'est pas non plus une caractéristique accidentelle ou passagère sur la scène israélienne, il est inhérent, permanent et essentiel à l'idéologie même du sionisme et du mobile fondamental de la colonisation et de la création de l'État sioniste.

Le sionisme considère comme le pire danger pour lui l'assimilation ou l'intégration des juifs dans les pays où ils se trouvent. En conséquence il a choisi l'auto-ségrégation comme riposte à l'assimilation et il repousse, sans compromis, l'assimilation des juifs par des sociétés non-juives. L'idéal sioniste d'auto-ségrégation raciste exige, d'une exigence également impérative, le départ de tous les juifs des terres de leur «exil», aussi bien que l'éviction des non-juifs de la terre à «destination juive», à savoir la Palestine.

Ainsi, si l'État sioniste fut fondé aussi sur le fanatisme religieux, il le fut surtout sur ce racisme particulier, à savoir l'élimination du peuple arabe de la Palestine, nécessaire à l'accomplissement du but que devait atteindre le sionisme pour fonder sa «nation».

Nulle part en Afrique, en Asie — ni même en Afrique du Sud ou en Rhodésie — la suprématie

de la race «européenne» ne s'est exprimée avec un zèle aussi passionné qu'en Israël.

Depuis son établissement l'État sioniste dirige sa violence aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays : contre les Arabes soumis à sa juridiction, et contre les États arabes avoisinants.

Quelle est la politique du sionisme vis-à-vis des juifs eux-mêmes ?

Au niveau social, la culture qui prédomine, même «traduite» en langue hébraïque, est celle de la classe dominante, à savoir les sionistes d'Europe : les sionistes de la Russie tsariste et de Pologne avaient pris la direction du mouvement sioniste quelques années après sa naissance et l'ont gardée jusqu'à présent en Israël.

Si les intrigues entre les diverses castes sionistes européennes se mettent en sourdine lorsqu'ils affrontent le peuple palestinien, ce même bloc se retrouve aligné face à l'arrivée massive des «juifs orientaux», ce «lot» du tiers monde importé sur commande. Les communautés arabo-juives, qui forment aujourd'hui plus de 63 % de la population juive en Palestine, sont réprimées dans leur langue et leur style de vie, dans leurs mœurs et leur mentalité, entraînées dans un processus systématique d'annihilation de soi : un ethnocide est donc entamé, en sus du génocide du peuple palestinien.

Au niveau économique les «juifs orientaux» sont pratiquement dans la misère : d'après des estimations officielles faites en 1970, 70 % d'entre eux vivent dans des logements insalubres, 80 % des jeunes sont au chômage dont 70 % de délinquants, les prisons en sont pleines à 96 %. On dit : «En Israël, les universités sont pleines d'occidentaux et les prisons d'orientaux».

Y-a-t-il un début de prise de conscience, en Israël même, de la nature du sionisme et de la légitimité de la cause palestinienne ?

Divers regroupements se forment, leur analyse cependant reste limitée à une attitude négative par rapport au sionisme, mais coupée des forces principales travaillant à sa destruction, et ceci, suite à une analyse incomplète des perspectives positives liées concrètement à la réalité, à la dynamique de la lutte et aux objectifs de la Révolution palestinienne... La seule vraie question est politique : où se trouvent les forces d'oppression et de répression ? Ceci posé, le choix est clair, et des groupes le posent. En conséquence, ils situent le débat à son véritable niveau, dirigé vers la force



principale en lutte contre le sionisme : la Révolution palestinienne.

Les jeunes juifs aujourd'hui incarcérés pour insoumission, ainsi que ceux qui purgent des peines de dizaines d'années de prison, parce qu'ils ont entamé leur combat avec la Révolution palestinienne, contre le sionisme et pour la Révolution palestinienne, tels Ehoud Adiv, Cohen, Vared et leurs compagnons, nous amènent à voir en eux la voie de l'avenir qui se bâtit dès aujourd'hui.

Peux-tu nous rappeler la position de l'OLP sur la Palestine de demain et la place qu'y occuperont les juifs ?

L'OLP lutte pour la libération du peuple palestinien du joug sioniste et impérialiste. Elle lutte pour le droit de retour des Palestiniens en Palestine, et défend en principe et en pratique le droit de retour à leur pays d'origine pour tous les juifs qui ont été, soit chassés de leur patrie par la force, soit obligés de la quitter dans des circonstances ambiguës qui ne leur laisseront que peu de choix. Plusieurs pays arabes ont répondu positivement et officiellement à l'appel lancé dans ce sens par la Révolution palestinienne : le Yémen, le Soudan, l'Irak, la Lybie, etc... Plusieurs familles arabes juives y sont déjà revenues.

La stratégie de l'OLP est la création d'un État démocratique sur toute la patrie palestinienne, et considère les Arabes juifs, ainsi que tous les juifs qui se détacheront inéluctablement du sionisme, comme une des composantes essentielles de la Palestine qui se construira ensemble et dans la lutte.

C'est le sens du combat de ces fedais juifs aux côtés de leurs frères palestiniens, qui ont célébré avec une haute compréhension de sa réalité, le 27ème anniversaire de l'État d'Israël en faisant sauter une usine d'armements en plein cœur d'Israël, Tel-Aviv.

LA FAUCILLE

DEUX FOIS PAR MOIS :

Une bataille que nous gagnerons ensemble

Pourquoi ce changement (1)

Nous voulons un journal paysan tous les quinze jours et pourtant nous avons eu des difficultés à assurer la publication mensuelle de la formule actuelle de la Faucille.

C'est là sans doute une question que soulèveront nos amis lecteurs et abonnés : pourquoi ne pas essayer de sortir régulièrement tous les mois le journal, ce serait déjà une première victoire.

Nous allons donc essayer d'expliquer les raisons de ce changement en suggérant à tous nos amis et camarades de nous aider en contribuant à la réflexion sur notre presse paysanne.

Nous nous sommes posés deux questions :
- Quel journal publions-nous actuellement.
- Et de quel journal avons-nous besoin ?

La Faucille que nous publions actuellement, de par sa périodicité, le type de ses articles et sa présentation s'apparente plus à une revue paysanne de parti, qu'à un véritable journal (articles longs, nécessitant souvent une bonne connaissance de ce que nous pensons et de ce que nous faisons dans l'ensemble).

Rejettons-nous la revue ? Non, c'est une arme de propagande dans quelque domaine que ce soit.

Seulement et c'est la deuxième question : avons-nous besoin aujourd'hui d'une revue ou bien d'autre chose ?

A notre avis, nous avons besoin d'un journal qui permette au lecteur d'avoir rapidement notre point de vue sur telles ou telles questions importantes touchant à l'actualité. C'est à dire sur le développement des luttes de classes à la campagne, sur l'activité des vrais comme des faux défenseurs de la paysannerie travailleuse, sur l'actualité agricole surtout en France, mais aussi à l'étranger (Europe, pays du tiers monde, pays socialistes Chine et Albanie, superpuissances URSS et USA). Nous avons besoin d'un journal qui puisse rapidement donner la parole à des paysans au cours du développement de luttes importantes, ou donner notre point de vue sur tel ou tel syndicat ou parti politique dont les actions à la campagne sont positives ou négatives pour l'avenir du mouvement paysan.

Pour cela, nous avons besoin de changer la périodicité pour que la Faucille puisse sortir tous les quinze jours.

Comment cela est-il possible ?

Avons-nous plus d'argent qu'hier ?

Malheureusement non, c'est pourquoi nous avons décidé après une enquête minimum auprès de lecteurs et de camarades paysans de changer entièrement la formule : la Faucille n'aurait plus 8 ou 12 pages mensuellement ou bi-mensuellement mais l'équivalent de quatre pages actuelles deux fois par mois sous la forme d'une grande feuille recto-verso, format 35 x 46 cm.



LA VIE D'UN PARTI

QUELQUES ECHOS

A Saint-Brieuc, vendredi 14 novembre, 150 personnes se sont réunies pour soutenir la lutte du peuple espagnol et le FRAP, lors d'un meeting organisé par notre quotidien.

A Nantes, samedi 8 novembre, s'est tenue la réunion de création du premier cercle nantais de la JCMLF. Ce cercle s'est donné le nom de « José H. Baena » en hommage à nos frères espagnols, les marxistes-léninistes du FRAP et du PCE(m). C'était un grand jour pour nous sans compter la présence parmi nous à cette occasion du secrétaire national de l'organisation, Pierre Burnand, et d'un représentant des communistes marxistes-léninistes de Nantes.

Notre cercle s'est donné pour but :
- D'engager la lutte contre la ligne révisionniste des dirigeants du PCF, défenseurs du capitalisme, au service de l'impérialisme russe.

- De dénoncer toutes les tentatives de main-mise ou d'agression de l'une ou l'autre des deux superpuissances, contre notre pays.

- D'aider les jeunes dans leurs luttes contre le chômage, contre l'école de classe, contre l'utilisation de l'armée contre les travailleurs, pour le renforcement de la défense nationale.

Vive la jeunesse communiste marxiste-léniniste de France !
(Communiqué du cercle José H. Baena)



SUR LE FRONT CULTUREL

ENSEIGNEMENT

A la faculté de Vincennes :

Dénonciation de masse du P"c"F, patron de choc

L'université de Vincennes est une grosse « boîte » ; plusieurs centaines de personnes y sont employées (services administratifs et techniques, entretien, enseignants). C'est le conseil de l'université qui les paye. Ce conseil, que plus de 90 % du personnel et étudiants a refusé d'élire, regroupe des professeurs, quelques membres du personnel et étudiants, sur une « base syndicale » : membres du PCF, du PS, de la CGT, de l'UNEF.

En principe, cette université est ouverte aux salariés, aux non-bacheliers, aux étudiants étrangers (40 %). Plus de 30 000 étudiants cette année (avec une place prévue pour 8 000) et parmi eux, bon nombre de chômeurs. Les conditions d'étude y sont innombrables. Ici comme ailleurs, la crise du capitalisme sévit : les chargés de cours (60 % des enseignements) sont payés à l'heure, sans statut ni la moindre garantie. Au moment où il faudrait 1 000 enseignants au lieu de 400, ils sont menacés de licenciement (dans 3 ou 4 mois, plus d'argent pour eux).

Pour le personnel administratif et technique, il manque 260 postes. Il se bat pour sa titularisation et de meilleures conditions de travail. Or voilà que notre conseil-patron vient de prendre des sanctions contre des membres du personnel (retenues de salaires allant jusqu'à un mois, et pour ceux qui sont les plus mal payés).

Aussi lundi, le personnel appelle toute la fac., étudiants et enseignants, à se rendre devant

le conseil qui se réunit à 18h. Il faut exiger la levée immédiate des sanctions. Il y a tellement de monde (un millier de personnes) que le conseil est poussé dans un amph. Frioux, président de l'université, membre du PCF, essaie de nous embarquer sur son terrain favori : « Aujourd'hui c'était la journée d'action CGT... Il fallait aller devant l'assemblée où est voté le budget des universités... » La salle réclame la levée des sanctions : « Comment peut-on prétendre lutter contre le ministère tout en appliquant avec zèle les recommandations du ministre Solisson de remettre de l'ordre ? » Les membres du conseil, sommés de s'expliquer bredouillent : « On ne fait pas la révolution en manquant à son travail... » ; « Notre dossier revendicatif doit être crédible », la salle crie : « PCF, diviseur ! Patron de choc ! », « Lève les sanctions ».

Qu'elle soit au pouvoir ou qu'elle cherche comme les révisionnistes à se hisser au pouvoir, la bourgeoisie est l'ennemi. Dans l'université, le PCF et ses alliés sont les meilleurs défenseurs du capitalisme et de l'idéologie bourgeoise. A vrai dire, le système capitaliste a bien besoin des révisionnistes pour endiguer le puissant courant progressiste de la jeunesse intellectuelle.

L'assemblée a retenu le conseil jusque tard dans la nuit ; bien qu'il n'ait pas cédé sur les sanctions, nul doute que cette dénonciation de masse aura ouvert les yeux à pas mal de gens sur la voie à suivre dans leur lutte.

Correspondant H.R.

Justice est faite!

UN EPISODE ILLUSTRE DE LA RESISTANCE EN ITALIE



LA PUISSANCE DE LA GARVE SEME LA RINQUE CHEZ LES FASCISTES. LA COURE DES TRAVAILLEURS SONGE POUR eux comme UN GROS TONNERRE ! IMMEDIATEMENT ILS DECLARERONT LES REPRE SAILLES : LES FASCISTES PENSENT, DEPARTENT ET POUSSENT L'UNIFORME SE GRANDS JOURS DANS LES CAMPS DES SERVICES DE L'UNITE...



DEVANT LES TRENTE SEPTES DE LA MUTE DE GERARDI, LES OUVRIERS RESISTENT ET NE CEDENT PAS. D'AUTRES GREVES SE DECLARERONT ET L'UNIFORME L'UNIFORME DE LA RESISTANCE L'UNIFORME DE LA RESISTANCE L'UNIFORME DE LA RESISTANCE A PORTER DES OUPS!

(à suivre)

FRANCO EST MORT, MORT AU FASCISME

SUITE DE LA PAGE UNE

Mais Franco mort, le fascisme lui ne l'est pas encore. L'État franquiste reste en place, avec ses tribunaux et ses tueurs. La lutte des peuples d'Espagne contre le fascisme et contre toutes les manœuvres de succession à Franco se poursuit.

«Ni roi, ni junte !», ce mot d'ordre du FRAP est plus valable que jamais. Les peuples d'Espagne ne veulent pas de Juan Carlos, successeur désigné du bourreau, qui afin d'essayer de tromper l'opinion, parlera de «libéralisation» pour mieux perpétuer le fascisme. Ils ne veulent pas non plus de cette «junte démocratique» du révisionniste Carrillo, regroupant fascistes et faux communistes dont l'action favorise les tentatives de pénétration du social-impérialisme russe en Espagne. Car n'en doutons pas, le post-franquisme va être l'occasion d'une nouvelle escalade de la rivalité des deux superpuissances en Méditerranée. L'impérialisme US va chercher par tous les moyens à maintenir ses positions en Espagne tandis que le social-impérialisme russe va s'employer à y mettre le pied. La république populaire, fédérative et indépendante, tel est l'avenir pour lequel combattent les peuples d'Espagne avec à leur tête le Front révolutionnaire antifasciste et patriote. Depuis plus de 30 ans la solidarité des peuples de France et d'Espagne ne s'est jamais démentie. Elle devra se manifester avec de plus en plus de force. Franco est mort, le peuple espagnol demeure et vaincra.

Meeting avec le FRAP

VENDREDI 21 NOVEMBRE A 20 HEURES
Salle du Patronage laïque - 72, avenue Félix Faure - Paris 15^e
Métro Félix Faure

PEKIN, Kiao Kuang-hua à Sauvagnargues :

«Les peuples d'Europe voient chaque jour plus clairement d'où vient le danger de guerre»

Sur l'invitation du gouvernement chinois, le ministre français des Affaires étrangères Jean Sauvagnargues effectuée depuis mercredi une visite amicale en République populaire de Chine.

Cette visite d'un membre du gouvernement français est la plus importante depuis la venue en Chine en septembre 1973 de G. Pompidou, alors président de la République française. Il a été accueilli à Pékin par Kiao Kuang-hua, ministre des Affaires étrangères du gouvernement chinois.

Dès cette première journée, le représentant français du gouvernement devait souligner que le resserrement des liens entre les deux Etats «contribuait aux intérêts de la paix» dans le monde, et que la politique d'indépendance de la France — face aux superpuissances — n'allait pas à l'encontre de sa volonté de coopération notamment avec ses partenaires européens.

Pour sa part, le ministre des Affaires étrangères du gouvernement chinois devait répondre à ses propos que les deux pays avaient «de nombreux points de vue communs concernant des problèmes internationaux d'importance majeure» et soulignait «qu'avec les efforts continus de part et d'autre, les relations sino-françaises ont de larges perspectives d'avenir».

Le représentant chinois, après avoir indiqué la nécessité de renforcer les liens entre nos deux pays, est longuement intervenu sur la situation en Europe «enjeu de la rivalité des superpuissances hégémonistes» : «Les difficultés surgies dans la voie de l'union de l'Europe occidentale pourront être surmontées» et permettront «de rester invincible si un jour se produisaient quelque remous». Et faisant allusion au grave danger que représente actuellement l'URSS sociale-impéria-

liste qui aspire à chasser les USA de l'Europe de l'Ouest par la force pour s'y installer, Kiao Kuang-hua déclara que «les peuples de l'Europe occidentale voient chaque jour plus clairement d'où provient la menace de guerre qui plane sur l'Europe et le monde».

Le séjour à Pékin du ministre français se poursuivra jusqu'à vendredi.

Mercredi en fin de journée, Sauvagnargues devait visiter, sous la conduite du responsable de la Défense populaire du quartier commerçant de Ta Cha Lau, les souterrains de la ville de Pékin, destinés à assurer la sauvegarde et la défense de la population, ainsi que la continuation de la production en prévision d'une nouvelle guerre mondiale ou de calamités naturelles.

D'autres informations sur la suite de cet important voyage dans nos prochaines éditions.

A Chauvin-Ivry

LES DÉLÉGUÉS CGT VOTENT LE LICENCIEMENT DE 2 DÉLÉGUÉS CFDT

Suite de la page 2

Un vieux travailleur de l'entreprise, ancien syndicaliste CGT, ancien membre du PCF accuse :

«Les délégués CGT ne se préoccupent pas des licenciements du personnel, ils votent même pour le licenciement de deux délégués eux qui se disent contre tout licenciement... On voit bien qu'ils travaillent avec le patron pour leurs intérêts personnels. L'intérêt des travailleurs ils s'en foutent puisqu'avec le PCF ils soutiennent les petites et moyennes entreprises... Le capitalisme cherche à faire le même boulot avec moins de personnel, en URSS

SUITE DE L'EDITORIAL

vis-à-vis des superpuissances.

Seulement, dès cette époque, les éléments pro-soviétiques, et notamment le parti de Cunhal, ne devaient pas se résigner à leur échec et allaient développer une tactique de subversion sur deux fronts pour échapper à l'isolement certain dans lequel ils étaient tombés.

D'une part, ayant un ministre au gouvernement, leur politique consista à freiner au maximum de leurs possibilités l'exécution des décisions prises.

D'autre part, s'appuyant sur l'encadrement mis en place par eux dans certains syndicats, commissions, ou comités militaires, les forces cunhalistes développèrent une agitation *aventuriste* dans le but de détourner les luttes justes des masses ouvrières et paysannes sur l'objectif politique de la démission du VI^e gouvernement.

N'est-ce pas là la tactique employée au début des années trente par Hitler pour venir «légalement» au pouvoir, en s'appuyant sur l'aspiration anticapitaliste des travailleurs pour mobiliser les plus arriérés d'entre eux contre le prolétariat révolutionnaire allemand et son parti d'une part, et contre le gouvernement social-démocrate inconséquent ?

Que l'on ne se y trompe pas. Cunhal n'a rien à voir avec le peuple portugais. Que l'on se souvienne que c'est lui qui, en août 1974, alors au gouvernement, avait fait voter la loi antigrevé, ainsi qu'une série de mesures anti-démocratiques. Exactement comme il avait soutenu aux côtés de Brejnev et Cie l'invasion barbare des hordes impérialistes russes en Tchécoslovaquie.

Les pressions multiples faites contre le gouvernement portugais, en particulier ces derniers jours, de la part de ces forces, n'avaient d'autre but que son remplacement par un gouvernement opposé à l'indépendance et favorable à la soumission et au contrôle du pays par l'URSS sociale-impérialiste.

De fait, non seulement la «démission» du gouvernement favorise une telle issue néfaste, mais en stimulant les vieux nostalgiques de Caetano et de l'impérialisme US, favorise également leurs forces dans leur rivalité avec celles favorables à l'Union soviétique.

Les échéances se rapprochent pour un affrontement entre ceux qui veulent l'indépendance véritable du Portugal et ceux — notamment les forces pro-soviétiques les plus dangereuses — qui veulent prendre appui sur la péninsule ibérique pour dominer l'ensemble du continent.

La plus grande vigilance s'impose donc dans les jours prochains.

le régime autoritaire du capitalisme «rouge» fait pareil».

Un autre travailleur, ancien syndicaliste CGT, ayant quitté la CGT depuis peu, écarté par la pratique de ces traîtres s'interroge :

«Quand ils votent pour les licenciements, on peut se demander ce qu'ils feraient s'ils arrivaient au pouvoir.»

Les travailleurs ne sont pas dupes : le révisionnisme dans cette entreprise commence à être sérieusement entamé.

Correspondant H.R.
fait avec des travailleurs
de l'entreprise